

A ce jour, où il semble que l'Angleterre sera fortement aidée dans sa résistance héroïque, qu'écrira-t-on dans les cahiers du Bolchevisme ?

« La puissance qui, de l'autre côté de l'Atlantique, se couvre d'une carapace d'acier, qui va mobiliser pour la guerre le travail de ses citoyens, dont les avions vont sillonner le ciel de l'Europe, quelle est-elle, que représente-t-elle ? Elle représente l'omnipotence des trusts, le pouvoir du capitalisme le plus évolué. C'est la dictature de quelques familles oligarchiques qui descend dans l'arène de la guerre. »

Les trusts ! Le capitalisme le plus évolué ! Les avions qui vont sillonner le ciel de l'Europe ! Mesdames, messieurs, si ces avions n'avaient pas sillonné le ciel, est-ce que nous serions ici ? (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Mais, brusquement, tout change.

Le 22 juin 1941, après avoir reçu de la Russie des Soviétiques des centaines et des centaines de milliers de tonnes de céréales, de pétrole, de métaux de diverses sortes, et même de wolfram puisé au fond de l'Asie russe, il se trouve que Hitler considère que l'heure est venue de réaliser ce qui était depuis longtemps son véritable plan : la conquête de vastes territoires à l'Est, la conquête du véritable espace vital.

Il se décide à envahir la Russie. Il veut reprendre l'œuvre des chevaliers de l'ordre teutonique.

Alors, mesdames, messieurs, deuxième, troisième ou quatrième revirement du parti communiste. Il y en a presque autant, en vérité, que de pactes germano-russes ! (*Rires sur quelques bancs à gauche et à droite.*)

Tout change : Hitler a attaqué. Alors, l'Angleterre et l'Amérique ne sont plus des puissances impérialistes ; ce sont de grandes démocraties. (*Nouveaux rires.*)

Les avions qui vont sillonner le ciel de l'Europe ne sont pas les avions des trusts, ce sont les avions de la liberté du monde. Et le parti communiste prend sa place, avec courage et héroïsme, parmi tous les résistants de France.

M. Prosper Moquet. Il n'avait pas attendu cette date pour y prendre sa place. Il l'a prise dès 1939, après que vous m'avez eu jeté en prison, ainsi que mes collègues communistes, et nous l'avons conservée, cette place, en 1940. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et je tiens à vous rappeler, monsieur Daladier, que mon fils, Guy Moquet, dès le mois de juin 1940, était déjà dans la lutte et dans l'action contre les boches et leurs valets de Vichy et ; le 13 octobre 1940, était arrêté et jeté en prison. (*Les députés siégeant à l'extrême gauche se lèvent et applaudissent.*)

M. Edouard Daladier. Que démontrent ces textes ?

En réalité, au travers des différences de tactique, c'est toujours la fidélité au communisme international, c'est la soumission aux organes du communisme international. C'est l'obéissance aux ordres du gouvernement soviétique qui l'emporte dans la vie du parti communiste français.

Si nous ne contestons pas au parti communiste français le droit d'avoir cette attitude, ce que nous contestons fortement, c'est sa prétention d'être le seul parti de patriotes clairvoyants, d'être seul animé d'un patriotisme vigilant et vigoureux.

Nous repoussons cette prétention parce qu'elle ne résiste pas à l'examen des faits.

Aussi bien, mesdames, messieurs, en ai-je terminé avec cette première partie de ma tâche.

A l'extrême gauche. Il est temps ! (*Protestations à droite.*)

M. Edouard Daladier. J'aurai peut-être le regret de la reprendre et de la poursuivre quand j'aurai entendu, messieurs (*l'orateur s'adresse à l'extrême gauche*), vos autres orateurs.

Ce que je veux marquer, en terminant, c'est que j'ai versé au débat quelques textes qui pourront être utiles à la commission d'enquête qu'on a proposé d'instituer.

Cette enquête, je ne surprendrai, je crois, aucun de ceux qui furent à Riom, je ne surprendrai pas l'avocat Le Troquer, en disant que je l'attends avec impatience depuis ce jour d'avril 1942 où, après avoir été, à la radio de Pétaïn, accusé pendant plus de deux ans d'être un traître ou d'avoir livré la France à l'Allemagne, j'ai vu se dérober les accusateurs.

Je l'attends avec impatience depuis ce moment.

Je suis sûr qu'elle fera toute la lumière. Et laissez-moi exprimer aussi, en quittant la tribune, cette pensée que la vérité qui éclatera au-dessus des passions partisans mettra en valeur, dans toute cette période dramatique de l'histoire de l'Europe, ce que parfois contestent quelques étrangers : la loyauté et le courage de la France. (*Applaudissements sur quelques bancs à gauche et à droite.*)

M. le président. L'Assemblée voudra sans doute suspendre sa séance pendant quelques instants ? (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix-sept heures quarante minutes, est reprise à dix-huit heures quinze minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. Florimond Bonte. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Florimond Bonte. Mesdames, messieurs, je viens me faire l'écho à cette tribune de l'énergique protestation de millions de Français et de Françaises contre la présence, au sein de l'Assemblée nationale constituante, de l'homme qui porte la lourde responsabilité d'avoir pratiqué la honteuse politique de Munich et d'avoir ainsi contribué à précipiter la France dans l'abîme des douleurs et des humiliations de la défaite. C'est pour exprimer leur volonté que je viens réclamer son invalidation.

Il y a six ans et huit mois, le 30 novembre 1939, à l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, l'ancien président du conseil était à cette tribune, lorsque je suis venu, dans cette enceinte, accomplir avec fierté, en Français patriote et en communiste ardent, le mandat que le comité central du parti communiste français m'avait fait l'honneur de me confier. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je savais que je risquais et ma liberté et ma vie, puisque j'étais poursuivi et recherché activement depuis deux mois par la police chargée de m'arrêter ; mais je savais aussi qu'un député français appartient d'abord et avant tout à son pays et à son peuple. J'étais député français, j'avais le droit de parler au nom de 1.500.000 Français, mais je fus insulté, outragé, frappé, arraché par la violence de mon banc de représentant du faubourg Saint-Antoine,

expulsé de cette salle des séances, remis entre les mains de la police et jeté, au mépris de la loi constitutionnelle, dans une cellule de droit commun de la prison de la Santé, en compagnie de voleurs, d'escrocs et de bandits.

C'est seulement lorsque je fus appréhendé que, profitant de mon absence, l'homme de Munich osa, sans risque, sans péril et sans gloire, lancer contre nous les imputations les plus déshonorantes et jeter à notre adresse l'abominable accusation de trahison. Et pendant des mois, des années, arbitrairement retranchés de la vie nationale, nous avons été réduits au silence le plus absolu et mis dans l'obligation de subir sans réponse les injures et les outrages officiels.

Lorsque nous avons été traduits devant la justice militaire, nous avons espéré pouvoir publiquement confondre nos accusateurs et être confrontés avec notre insulteur. Mais le huis clos fut ordonné et l'ancien président du conseil s'abrita derrière le décret impérial du 4 mai 1812 pour ne pas répondre à la mise en demeure faite par nos avocats de comparaître à l'audience comme témoin.

C'est donc dans le secret du huis clos que nous avons été contraints de défendre notre honneur de citoyens français. Ce n'est pas en accusés que nous nous sommes comportés, mais en accusateurs fiers du devoir accompli.

C'est encore en accusateurs, et cette fois en présence de l'homme de Munich, que nous nous présentons aujourd'hui. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Nous accusons l'ancien président du conseil, Daladier, d'avoir trahi les devoirs de sa charge. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Nous allons en apporter les preuves et en faire la démonstration.

L'Histoire a déjà enregistré la date du 29 septembre 1938 comme la journée lugubre du plus noir des complots qui ait été ourdi contre la paix et contre la démocratie. L'odieuse capitulation de Munich constitue, en effet, une victoire lourde de conséquences du fascisme international, un nouveau Sadowa qui devait conduire à un nouveau Sedan.

Le « diktat » de Munich, c'était d'abord le démembrement de la Tchécoslovaquie, la mutilation d'un peuple ami et allié de la France. C'était pour la Bohême, dont la capitale, Prague, protesta en 1871 contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne, la perte de ses frontières millénaires et l'abandon de territoires que l'Allemagne n'avait jamais eus en sa possession. C'était l'obligation pour les Tchèques de livrer à l'Allemagne leurs mines de lignite, de kaolin, de radium, leurs sapinières, leurs industries textiles, leurs fabrications de porcelaine et leurs verreries, et de lui transférer 65 p. 100 de son industrie du charbon de leur pays, 75 p. 100 de son industrie textile, 26 p. 100 de son industrie chimique, 65 p. 100 de son industrie de la céramique, 32 p. 100 de son industrie métallurgique, 63 p. 100 de son industrie du papier et 58 p. 100 de sa quincaillerie.

C'était enfin l'obligation, pour la Tchécoslovaquie, de livrer intactes à l'Allemagne de puissantes fortifications qui avaient coûté à la France vingt milliards de francs et qui, construites sur le modèle de la ligne Maginot, donnaient à Hitler tous les secrets de la défense de notre pays.

Daladier, en livrant la Tchécoslovaquie à l'Allemagne, a donc compromis gravement la sécurité française. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)